

# Le développement durable, une nouvelle foi ?

Michel Juffé 15 décembre 2010

La « Révolution des Lumières » a prétendu substituer aux anciennes croyances une idéologie progressiste, laquelle a connu principalement trois variantes : capitaliste, socialiste et communiste. Après les échecs relatifs des alternatives socialistes et communistes au capitalisme, celui-ci est à nouveau triomphant, mais c'est une victoire à la Pyrrhus<sup>1</sup>, car son horizon reste celui des guerres, de l'exploitation forcenée de vastes populations, d'une spéculation monétaire proprement délirante, d'inégalités et surtout d'iniquités persistantes, et l'on voit mal qui pourrait sincèrement l'adopter comme fin désirable pour l'ensemble de l'humanité.

Une nouvelle idéologie politique a surgi dans les années 1970, désignée comme « développement durable ». Sa définition est empruntée au rapport *Notre avenir à tous*, datant de 1987<sup>2</sup> : « Le développement soutenable, c'est s'efforcer de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité de satisfaire ceux des générations futures. » En revanche il est rarement fait mention des quelques lignes qui suivent : « Deux concepts sont inhérents à cette notion :

- le concept de « besoins » et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et
- l'idée des limitations que l'état de nos techniques et notre organisation sociale imposent sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. » (p. 47)

Il est courant de dire que les trois « piliers » du développement durable ont pris naissance dans ce rapport : or, *il n'en est nulle part fait mention*. Les citations qui précèdent montrent que les auteurs se soucient des besoins essentiels des plus démunis (qu'on retrouve à la marge dans le « troisième pilier », dit « social »), des problèmes posés par les techniques d'exploitation de la nature (nulle place dans les trois piliers), et de ceux posés par une organisation sociale qui n'est pas favorable à

<sup>1</sup> « On raconte que Pyrrhus répondit à quelqu'un qui célébrait sa victoire que « encore une victoire comme celle là et il serait complètement défait ». Il avait perdu une grande partie des forces qu'il avait amenées, et presque tous ses amis et principaux commandants ; il n'avait aucun moyen d'avoir de nouvelles recrues. » Plutarque, *Pyrrhus*, an 75.

<sup>2</sup> *Rapport de la commission mondiale sur l'environnement et le développement*, présidée par Gro Harlem Brundtland, Éditions Lambda, Québec, 2005. Les membres de la commission venaient de tous les continents, sauf l'Océanie : Europe (Norvège, Italie, RFA, Hongrie, Yougoslavie), URSS, Afrique (Soudan, Zimbabwe, Côte d'Ivoire, Algérie, Nigeria), Asie (Arabie Saoudite, Chine, Inde, Japon, Indonésie), Amérique (Mexique, Colombie, Guyana, Brésil, Etats-Unis, Canada).

la satisfaction de ces besoins (ajouté aux trois piliers sous le terme vague de « gouvernance »). Le corps du rapport passe en revue, de manière quelque peu foisonnante, les divers problèmes à résoudre pour parvenir à un développement soutenable<sup>1</sup>.

En résumé, il apparaît clairement qu'un développement soutenable (*sustainable*) passe par la conciliation et même l'*intégration* des politiques de protection et de mise en valeur de la « nature » avec celles du bien-être de l'humanité. L'introduction du rapport le souligne : « L'environnement ne peut être séparé des actions, des ambitions et des besoins de la personne humaine. » Une autre phrase importante reste malheureusement sans suite : « Nous avons le pouvoir de concilier l'activité humaine et les lois de la nature et de mener une existence plus heureuse grâce à cette réconciliation. *Dans cette démarche notre patrimoine culturel et spirituel peut venir en aide à nos intérêts économiques et à nos impératifs de survie.*<sup>2</sup> »

En effet, ce rapport reste lacunaire ou vague sur des points importants concernant « notre avenir à tous » :

- Bien que les problèmes « de société » soient souvent évoqués, presque rien n'est dit sur les violations des droits de la personne (travail des enfants, torture, esclavage, etc.) et plus largement des droits de l'homme (au travail, dans la vie civique et politique, etc.) ;
- L'analyse des impacts des techniques et des interrelations entre systèmes techniques, économiques et sociaux est à peine évoquée : « La technologie continuera de modifier le tissu social, culturel et économique des pays et de la communauté mondiale. » ;
- Le « progrès humain », les « besoins de l'homme », « l'harmonie entre l'homme et la nature » restent des idées vagues, non définies ou précisées<sup>3</sup>.

Cependant ce rapport fut un pas important dans la direction d'une vision large du devenir d'une humanité *à la fois autonome et partie prenante des communautés de vivants*. Alors que la

---

1 Le corps du rapport revient inlassablement sur quelques thèmes :

- Le lien profond entre la pauvreté, la persistance des inégalités, les conflits et risques de conflits et la dégradation de l'environnement ;
- La recherche d'un bien commun de l'humanité, qui soit aussi celui des rapports entre l'homme et la nature ;
- La myopie de la plupart des gouvernements qui ne parviennent pas à traiter des problèmes essentiels à l'échelle mondiale et, en particulier, la négligence des pays développés envers les pays en développement ;
  - Une croissance mal réglée qu'il faut réorienter car elle perturbe fortement l'écosphère, accroît les catastrophes et dilapide les ressources de base ;
  - La disproportion flagrante et inquiétante entre dépenses militaires et dépenses d'aide au développement ;
  - La nécessité de changer les modes de gouvernement : d'un côté en transformant l'ONU, de l'autre en prenant mieux en compte les populations locales ;
  - L'intégration des politiques environnementales dans toutes les politiques sectorielles.

2 Souligné par moi.

3 Le rapport s'en tient à déclarer qu'aux termes du principe 1 de la déclaration de Stockholm de 1972, « l'homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être ».

« théorie » des trois piliers, qui prétend s'en inspirer, est un bric-à-brac conceptuel et une faible incitation aux changements de conduite que doit s'imposer l'humanité pour être « durable ».

En effet, le développement durable est souvent caractérisé ainsi : « Approche intégrant les dimensions environnementales, sociales et économiques, afin de répondre aux besoins du présent sans compromettre l'avenir. Il suppose le maintien de l'intégrité écologique, l'équité sociale et l'efficacité économique. »<sup>1</sup>

De manière plus détaillée, on trouve souvent cette description des trois piliers :

« - L'économie : mettre en place une coopération internationale avec les pays en voie de développement, lutter contre la pauvreté, modifier les modes de production et de consommation, favoriser le commerce équitable entre le Nord et le Sud, intégrer les paramètres du développement durable dans les processus de décisions...

- L'environnement : diminuer les rejets polluants l'atmosphère, lutter contre le déboisement, la désertification et la sécheresse, protéger la biodiversité, les forêts et les montagnes, promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement et de la santé, protéger les océans et les ressources halieutiques, promouvoir les énergies renouvelables...

- Le social : garantir l'accès à la santé et à l'éducation, lutter contre la pauvreté et la faim, améliorer les conditions de vie, lutter contre l'exploitation des enfants, renforcer les groupes sociaux à travers les syndicats, les associations et les ONG (populations locales, femmes, enfants, travailleurs...). »

A ces trois piliers s'ajoutent la notion de « bonne gouvernance », telle qu'elle est définie par le programme des Nations Unies pour le développement : « La gouvernance peut être considérée comme l'exercice des pouvoirs économique, politique et administratif pour gérer les affaires des pays à tous les niveaux. La bonne gouvernance est participative, transparente et responsable. Elle est aussi efficace et équitable. Elle assure que les priorités politiques, sociales et économiques sont fondées sur un large consensus dans la société et que les voix des plus pauvres et des plus vulnérables sont au cœur du processus de décision sur l'allocation des ressources pour le développement. »

Ce trépied est plus que vacillant : il ne tient pas debout !

---

<sup>1</sup> Cette définition, proposée par le plan d'urbanisme de la ville de Montréal, est similaire à bien d'autres.

Le « pilier » économique et le « pilier » environnemental sont indissociables : on ne peut, par exemple, diminuer les rejets polluants l'atmosphère et promouvoir les énergies renouvelables qu'en modifiant les modes de production et de consommation. La sphère de l'économie humaine est totalement intriquée avec celle de l'écologie planétaire. L'*écologie*, en tant que science des interactions dynamiques au sein d'une biosphère qui comprend en particulier l'humanité, doit profondément modifier une pensée et une pratique économiques fondées sur une vision réductrice de l'humanité et considérant celle-ci comme une exception au sein de la nature. L'économie est le « discours sur la maison » ou sur l'habitat et, par extension, *sur la Terre que nous habitons*, en prenant en compte l'ensemble des ressources de la planète et l'ensemble de leurs usages, et avec une psychologie moins sommaire que celle de l'*homo oeconomicus*, cet « individu isolé qui cherche à maximiser ses avantages » et un autre cadre de pensée que la mécanique classique. En effet, nous l'avons largement vu, les humains, comme le reste de la nature, vivent en associations où les buts collectifs et individuels sont intrinsèquement mêlés et où les « intérêts » sont multiples et rarement centrés sur la « maximisation du profit ». Par ailleurs, l'histoire humaine comme l'histoire naturelle est par essence contingente et les lois de la mécanique classique, qui supposent des déterminismes stricts et un temps réversible ne servent en rien à décrire des conduites économiques, fussent-elles hautement modélisées. La science économique, si elle reste détachée de la science écologique, relève fortement de la fiction et sert plus à justifier les prétentions des actuels aspirants à la toute-puissance, comme l'astrologie ou la théologie le firent, au service des rois et des empereurs<sup>1</sup>.

Le « pilier social » ne concerne pas que l'accès de tous aux biens essentiels et la lutte contre les inégalités et discriminations ; il concerne *l'ensemble des relations entre humains* : d'une part, sous l'aspect des droits à l'intégrité, la dignité, le respect mutuel, etc. ; d'autre part, sous l'aspect des communautés diverses, en compétition et coopération, qu'ils établissent entre et avec d'autres êtres vivants. Il s'agit donc d'une dimension *sociologique*, qui s'étend à l'ensemble de la biosphère, car nous formons aussi des communautés de vie (et pas seulement un « usage ») avec bien d'autres espèces. Cette dimension sociologique ne saurait se réduire à des équilibres sociaux, même sous la forme élaborée de la « justice sociale », car elle doit prendre en compte les multiples corps sociaux et leurs propres buts, y compris leurs aspects conflictuels, incohérents et

---

<sup>1</sup> La remise du prix Nobel d'économie à Amartya Sen, Joseph Stiglitz, Paul Krugman, Elinor Ostrom donne l'espoir que cette fiction devienne obsolète ou minoritaire.

en partie livrés au hasard des rencontres, à toutes échelles.

Le *processus de création/destruction* qui s'opère aussi bien au sein de l'ensemble de la nature que dans les sociétés humaines, et qui donne lieu à la très grande diversité biologique-et-culturelle, comme nous l'avons abondamment vu dans les deux derniers chapitres de ce livre, n'est pas mentionné en tant que tel dans les considérations sur le développement durable. Ce processus est pourtant fondamental et irréductible aux dimensions écologique et sociologique, puisqu'il traite de l'avènement de la nouveauté, de la génération et de la régénération des diverses communautés sur Terre, selon un processus imprévisible. C'est la dimension *technologique* du développement durable<sup>1</sup>. Étant entendu qu'il s'agit du sens ancien du terme, qui englobe les sciences, les arts et les techniques.

Si l'on admet l'existence de ces différentes dimensions d'un développement humain soutenable, *il ne reste rien* d'un « pilier environnemental », car la prise en compte de l'environnement consiste à traiter l'ensemble des entités qui peuplent la planète, selon les trois dimensions (ou plus !) ci-dessus décrites, chaque entité étant « environnée » par toutes autres. En effet, que ce soit au niveau des individus, des populations au sein d'une espèce, des communautés d'espèces formant un écosystème, des différents biomes formant la biosphère, il existe toujours un *milieu* avec lequel ces entités échangent de l'énergie, dont elles se nourrissent, au sein duquel elles s'abritent, se reproduisent, excrètent, etc. Plus précisément, chaque espèce, dans un espace donné, fait « système » avec des composants de cet espace, parmi lesquels certains sont indispensables à son maintien en vie, d'autres lui facilitent la vie, et d'autres lui assurent le déploiement de ses capacités<sup>2</sup>. Ainsi il existe autant de milieux qu'il existe d'organisations de la vie, et nul ne peut se

<sup>1</sup> Ces trois dimensions ne sont pas nouvelles ; on les trouve notamment, avec une autre terminologie, dans *The Human Condition*, 1958 (*Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1963), d'Hannah Arendt, où elle distingue le travail (la conservation de la vie, la dimension économique/écologique), l'œuvre (ce que nous fabriquons et maîtrisons, le technologique) et l'action (la naissance de nouveaux humains et les relations des humains entre eux, le sociologique). Je m'écarte cependant d'elle sur un point important : elle hiérarchise ces trois modes de la « vie active » (comme elle l'appelle) : l'action, puis l'œuvre, puis le travail. Elle reproche au monde « moderne » d'avoir inversé cette hiérarchie. Cette hiérarchisation me paraît néfaste, quel que soit l'ordre adopté. Comme je crois l'avoir montré au chapitre 4 de ce livre, la puissance d'agir des humains se déploie aussi bien dans toutes ces dimensions et les subordonner les unes aux autres ne peut entraîner qu'une réduction globale de cette puissance d'agir. Mépriser le travail, par exemple, c'est conduire à sa disqualification et c'est maintenir la plupart des « travailleurs » dans un état d'indignité par rapport aux politiques, aux savants, aux artistes supposés être, eux, pleinement dans l'*action* ou dans l'*œuvre*. Le paradoxe étant que l'*économique*, dans l'idéologie politique actuellement dominante au niveau mondial (G. 8, G. 20, pays de l'OCDE, FMI et Banque mondiale, etc.) sert de fil conducteur à toutes les décisions publiques, au détriment du sociologique (les associations n'ont pour but que de favoriser la croissance économique) et du technologique (l'invention technique n'a d'intérêt que pour améliorer la productivité et l'efficacité économique).

<sup>2</sup> Je citerai à nouveau Jacob von Uexkull, qui donne l'exemple du chêne comme ensemble très varié de milieux pour diverses espèces : à stock à abattre pour le marchand de bois de chauffage, des figures sur l'écorce pour un enfant qui

déplacer hors de son milieu. Un astronaute, lorsqu'il sort dans l'espace, emporte avec lui une partie de son milieu, sans lequel il ne vivrait pas une seconde. Il ne viendrait à personne l'idée de dire que les milieux sont un « pilier » ou une « dimension » du développement, durable ou non ! C'est pourtant le tour de passe-passe auquel on se livre lorsqu'on remplace les milieux par « l'environnement. » Le terme « environnement » est pourtant défini par le *Trésor de la langue française* comme : « Ensemble des éléments et des phénomènes physiques qui environnent un organisme vivant, se trouvent autour de lui (*cf. milieu*) ». L'environnement est seulement ce qui « entoure » n'importe quel être vivant, sans la moindre relation de coexistence. « Préserver » l'environnement, par exemple, ne veut rien dire. On peut préserver tel ou tel écosystème, c'est-à-dire diverses espèces et les milieux qu'elles constituent les unes pour les autres.

En revanche, il me paraît nécessaire d'ajouter une *quatrième dimension*, car ces trois dimensions doivent être réglées, et intégrées entre elles. Cette dimension est proprement *politique*, et se constitue d'abord – mais pas seulement – avec des *règles de conduite éthiques et juridiques* (et non par la gouvernance qui n'en est qu'un moyen). L'espèce humaine a une forte tendance aux abus, à la démesure, à des fantasmes de toute-puissance qu'elle exerce aussi bien contre elle-même que contre le reste de la nature. Il faut donc des lois, des règles, des normes, des directives, visant à limiter notre folie congénitale... :

- Pour *chacune des trois dimensions* évoquées ci-dessus :

- économique : des règles d'utilisation et de répartition des ressources, en vue de leur préservation ou de leur renouvellement à long terme et de leur emploi équitable ;
- sociologique : des règles de respect des personnes, des populations et des communautés, et notamment de leur intégrité et de leur dignité, lesquelles commencent par l'accès de tous, sans exception, aux services essentiels ;
- technologique : des règles d'utilisation des sciences et des techniques, dans la mesure des connaissances acquises (prévention) et des incertitudes sur leurs effets (précaution)

- Pour leur *composition et confrontation entre elles*, et par suite pour leur *intégration en vue des*

---

croit aux fées et aux elfes, un toit solide (les racines) pour une famille de renards, une protection (les grosses branches) pour les chouettes, un support de nid (les branches élevées) pour les oiseaux, un tremplin pour les écureuils, un terrain de chasse (l'écorce crevassée) pour les fourmis, un réservoir de nourriture (l'écorce) pour la bostryche (un petit coléoptère), un lieu de ponte (dans les larves de bostryche qui habitent le chêne) pour l'ichneumon qui perce le bois du chêne sans peine avec sa tarière. « Dans les cent milieux qu'il offre à ses habitants, le chêne joue de multiples rôles, chaque fois avec une autre de ses parties. La même partie est tantôt grande, tantôt petite. Son bois, tantôt dur, tantôt mou, sert à la protection aussi bien qu'à l'agression. » (op. cit. p. 88)

*divers modes d'activité des humains*. En effet, la complexité et la dispersion des activités humaines a atteint un degré tel que les systèmes de règles eux-mêmes peuvent se contrecarrer mutuellement ou entraîner des effets chaotiques. Il faut donc aussi hiérarchiser des priorités, justifier des choix, accepter les conséquences de ces choix, et évaluer leurs effets.

Le terme de « développement » ne doit pas éliminer celui de « croissance », lequel est devenu pour certains un terme à éviter depuis qu'un rapport du Club de Rome, en 1972, s'est intitulé *Halte à la croissance ?* (le point d'interrogation est généralement oublié)<sup>1</sup>. Or ce rapport *n'incitait pas* à une décroissance globale ou à une « croissance zéro », mais militait pour *l'abandon d'une croissance exponentielle sans limite de la production industrielle*. Pour ses auteurs, la croissance démographique et la croissance industrielle allaient épuiser les ressources (eau potable, matières premières, énergie) et augmenter les pollutions de telle sorte qu'on assisterait, au XXI<sup>e</sup> siècle, à un effondrement de l'écosystème mondial. Leurs prévisions, erronées dans le *détail*, restent d'actualité en *tendance globale* et ne parlent que de limiter *un type* de croissance.

La « *croissance soutenable* » ou « durable » est un aspect fondamental du « développement durable », car les humains cherchent, *par tous les moyens*, à accroître leur puissance d'agir. Certains des moyens de cette croissance la *contrarient* ou *l'annihilent* ou encore l'orientent vers des voies qui *réduisent* sa diversité et *portent atteinte* à sa pérennité. Aussi parler de « croissance » ou de « décroissance » *en bloc* me paraît vain.

La consommation d'objets manufacturés, dans les pays dits développés est excessive ; elle conduit à l'obésité physique et mentale, à l'encombrement, à la sclérose<sup>2</sup>. La « production » culturelle, sociale, politique, scientifique... reste modeste, car elle n'est ouverte qu'à une faible partie de la population. La vie « spirituelle » (qui n'implique pas forcément la croyance en Dieu) est fort réduite : comprendre nous-mêmes et la nature, contempler la richesse des divers êtres, approfondir les relations entre humains... ne fait guère partie des aspirations collectives. *Une croissance en ces*

<sup>1</sup> Dit *Rapport Meadows* en référence à deux de ses quatre auteurs : Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers, William Behrens. Publié en 1972 sous le titre *The Limits to Growth* (Universe Books) et traduit en français sous le titre *Halte à la croissance ?* Et sous-titré *Rapport sur les limites de la croissance* (Fayard, 1973).

<sup>2</sup> Admettons que la croissance du PIB mondial continue à être de 2% en moyenne annuelle durant 200 ans, comme elle l'est depuis deux siècles : nous produirons et consommerons alors *50 fois plus de bien* qu'aujourd'hui. C'est d'une totale absurdité, car nous ne saurions qu'en faire, où les stocker et sur quelles ressources les prélever, sans même parler des déchets produits, quels que soient les efforts de recyclages entrepris. De plus, si les inégalités actuelles persistent et continuent à croître, cette énorme accumulation de biens serait encore plus inutilisable, puisqu'elle ne profiterait qu'à une minorité. En revanche la croissance des ressources alimentaires, sanitaires, en équipements divers, en services sanitaires, éducatifs pour les populations actuellement démunies est indispensable. Plus du tiers de l'humanité est encore privé des services essentiels, près d'un milliard d'humains est sous-alimenté, autant sont privés d'eau potable, et des dizaines de millions meurent chaque année faute d'accès à des médicaments couramment utilisés dans les pays riches.

*domaines peut être illimitée, car elle ne fait de tort à personne, et produit peu de nuisances, excepté lorsque les diverses religions et idéologies politiques sont exclusives les unes des autres, mais alors il s'agit d'une « décroissance » spirituelle, d'un endoctrinement abêtissant.*